

LIAlisons

N° 18

éditeur responsable : J. De Smet
17, rue de la commune,
Bruxelles
(pas de correspondance, s.v.p.)

ADR. POSTALE

B.P. 208

4000 LIEGE 1



Henri Simon-Jacobs
10, rue Emile Duclaux
75015 PARIS

France

REFLEXIONS

Attention!
Les p. 2-5 sont
interverties

EN MARGE

DE LA GREVE DES

DES INDEPENDANTS

Que de belles déclarations pendant cette grève ! Et toutes s'accordaient à plaindre les "pauvres" indépendants : à se demander même si c'était bien le gouvernement qui leur en voulait ! Mais au milieu de toute cette hypocrisie et de cette sensiblerie larmoyante, on a entendu bien peu de choses sensées. Il serait temps d'essayer de dégager quelques éléments qui puissent permettre d'avoir une vue plus claire sur ce mouvement social. Pour cela, il nous faut "retourner aux sources".

LE CADRE GENERAL - POURQUOI ?

L'un des traits du capitalisme, c'est qu'il doit sans cesse progresser, sans cesse améliorer son fonctionnement, de manière à toujours accroître les profits réalisés. Sous peine de s'écrouler, il lui faut toujours aller de l'avant, trouver de nouvelles solutions à de nouveaux problèmes ; en aucun cas, il ne peut se permettre de faire marche arrière, ni même de stagner.

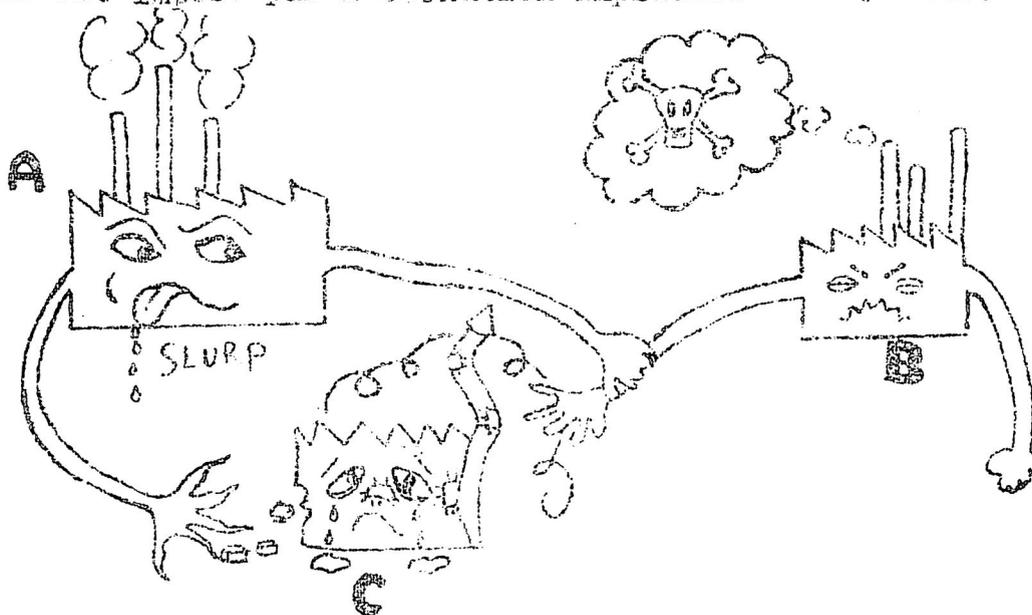
Dans le système capitaliste, il existe une tendance du taux de profit à décroître, tendance due aux effets de la lutte de classes d'une part (par exemple, le patron qui ne peut réaliser de profit à cause d'une grève) et, d'autre part, aux contradictions propres au marché capitaliste (par exemple, l'usine qui, en période de crise, ne peut écouler sa production) ; d'ailleurs, ces deux points n'en forment le plus souvent qu'un seul (par exemple, toujours au niveau le plus élémentaire, le cas d'un patron dont la production n'est pas concurrentielle sur le marché parce que les salaires et avantages arrachés par ses ouvriers font augmenter les prix de revient).

L'un des remèdes que le système capitaliste a depuis toujours appliqué (pour assurer sa survie, comme on vient de le voir) à ces difficultés, c'est la rationalisation de son fonctionnement. Un moyen de rationaliser, c'est de centraliser la propriété et la gestion des moyens de production, afin de les exploiter avec plus

d'efficacité. La forme la plus courante de centralisation - mais ce n'est pas la seule - , c'est celle des unités de production et de gestion (ou encore de distribution), ou concentration.

La concentration économique ou technique présente bien des avantages sur le plan de la rentabilité : les matières premières peuvent être achetées moins cher (parce qu'en plus grosses quantités), la production peut être écoulée avec plus de certitude, les frais généraux diminuent appréciablement, les capitaux peuvent être rassemblés dans des conditions plus favorables, etc...

- Si la concentration prend des formes concrètes précises (trusts, holdings, cartels, gestion statique), choisies par les capitalistes, il ne faut pas perdre de vue que c'est avant tout un processus qui leur est imposé par l'évolution implacable du système.



- Prenons un exemple : soit trois entreprises indépendantes A, B et C. Nous sommes en période de crise économique, et C connaît des difficultés sérieuses. A (ou plutôt les gestionnaires de A) décide d'englober C en rachetant son capital. Mais s'il ne le fait pas, c'est B qui le fera, qui augmentera par là son potentiel et qui mettra A en difficulté sur le marché. Quant à C, il n'a pas le choix. Toutes les concentrations, au niveau local comme au niveau international, répondent en gros à ce schéma. Et on voit une fois de plus que, pour une entreprise capitaliste, une stagnation (A ne reprend pas C) équivaut à un recul (B+C l'emporte sur A), donc, à plus ou moins longue échéance, à la mort économique.

Un dernier point, avant d'examiner la chose "sur le terrain". La division entre production et distribution des biens est une division artificielle. En fait, parce que la distribution est le mo-

ment où le profit se réalise, où le capital se renouvelle; elle n'est qu'une partie de la production et ne peut en être dissociée. Concrètement, les problèmes auxquels le capitalisme se heurte dans le domaine de la production, il les rencontre simultanément dans la distribution. Par conséquent, si le capital est contraint à se concentrer de plus en plus pour assurer sa survie, cela se vérifie tout autant dans les circuits de distribution de la marchandise (le commerce de gros et de détail).

EN BELGIQUE EN 72 ?

Le capitalisme belge est actuellement confronté à deux problèmes bien particuliers sur le marché international; il doit d'une part reconquérir le terrain perdu devant le capitalisme américain au cours de la crise monétaire qui a secoué le capitalisme international (le franc a connu une réévaluation de fait par suite de la dévaluation du dollar). D'autre part, dans un Marché Commun dont la construction va s'accroissant, les intérêts financiers établis en Belgique ne veulent pas et ne peuvent pas se laisser distancer; pour être compétitifs en face de leurs "partenaires", il n'y a qu'une seule voie: la modernisation.

C'est aux grandes étapes de la modernisation accélérée du capitalisme belge dans son ensemble que nous assistons actuellement. Ayant "parié" pour le Marché Commun (que l'on en juge par les prises de position officielles et par la propagande qui ne cesse d'être déversée en la faveur de cette Internationale des capitalistes), il se donne les moyens qui devraient lui permettre d'occuper une place qui soit au moins proportionnellement égale à celle de ses "partenaires" les plus avancés (surtout l'Allemagne et les Pays-Bas).

L'une des voies empruntées dans ce processus de modernisation, comme on l'a vu plus haut, c'est la concentration des entreprises, des groupes financiers, des unités de production et de distribution en général. Cette concentration économique va de pair avec une centralisation des processus de décision dans tous les domaines de la vie sociale: économie, politique, urbanisme, enseignement, culture, etc...

L'Etat, instrument du capitalisme et gestionnaire de son fonctionnement, se doit d'être à la pointe de cette modernisation et donc d'étendre son contrôle aussi loin que possible à tous les aspects de la société? Nous verrons plus bas le détail de cette action de l'Etat.

Parallèlement, on assiste à une adaptation des méthodes d'exploitation de la force de travail. Dans les grandes lignes: à cer-

tains moments de son développement, le capitalisme ne peut plus exercer sa domination sur la vie sociale d'une manière trop ouvertement brutale. Pour tenter de s'assurer la docilité de la classe ouvrière, il se montre plus libéral, plus tolérant à son égard, il lui accorde plus d'avantages destinés à améliorer son niveau de vie, il la traite en grande personne que l'on raisonne plutôt qu'en enfant que l'on bat. Mais cela revient en fin de compte au même : il s'agit toujours de faire produire plus au prolétariat, et la méthode pour arriver à ce but importe peu.

Le symptôme le plus frappant de cette "libéralisation", c'est la vague de liberté de critique qui déferle actuellement sur les ondes de la R.T.B. Mais ce n'en est qu'un aspect. L'apparition d'une pseudo-liberté en matière sexuelle (au cinéma, par exemple) est une autre manifestation typique de ce processus de libéralisation. Le capitalisme moderne a compris que la frustration inhérente à une pseudo-liberté est moins dangereuse que la frustration due à la privation brutale de liberté. La même analyse est valable pour la réforme des statuts et l'allègement de la discipline à l'armée.

QUI SONT LES AGENTS DE CETTE MODERNISATION ?

Dans ce but, une alliance de fait s'est instaurée entre les deux grands groupes d'intérêts qui dominent le pays : le gros capital national (dont la Société Générale et la nouvelle fusion Cofinidus-Brufina-Compagnie Lambert-Cofinter sont le type) et les intérêts américains implantés dans le pays (à ne pas confondre avec le capitalisme américain proprement dit : leurs intérêts sont même souvent très divergents).

Au niveau politique, cette alliance se retrouve dans le gouvernement entre les représentants de ces groupes d'intérêts, respectivement et en simplifiant le P.S.C.- C.V.P. et le P.S.B. (surtout la droite de celui-ci). Ce gouvernement, comme tous les gouvernements, n'est que l'agent des intérêts du capitalisme ; les mesures qu'il prend sont donc tout à fait représentatives de la modernisation entreprise par le capitalisme belge dans son ensemble.

ET SES ENNEMIS ?

* Les petites et moyennes entreprises.

Témoins du siècle passé pour la plupart, elles connaissent de plus en plus de difficultés de gestion. Le cas récent de l'entreprise Tinlot, dont le carnet de commandes se montait pourtant à 13 millions, montre bien qu'aujourd'hui une petite entreprise dans les secteurs traditionnels, ne peut plus être rentable et n'a pour tout avenir que la fermeture définitive ou l'absorption par une grande entreprise et/ou par un groupe financier.

Dans ce domaine, la classe capitaliste opère généralement par syndicats interposés. Ces entreprises connaissent encore, le plus souvent, un ensemble de méthodes d'exploitation complètement dépassées dans le cadre d'un capitalisme qui se veut de pointe : bas salaires, rapports humains rétrogrades, avantages sociaux réduits à presque rien, etc... Les syndicats ont tout à gagner d'une offensive parcellaire (même dure, si l'on en juge par les nombreuses occupations) contre le petit patronat ; ils étendent leur domination à des franges de la classe ouvrière jusqu'alors laissées pour compte, et se donnent de plus un air de combativité (à peu de frais. Le résultat en est un alourdissement insurmontable des charges de l'entreprise qui réduit une marge bénéficiaire n'ayant que trop de propension à décroître.

L'action des syndicats est donc un facteur essentiel qui précipite la disparition des petites entreprises (c'est-à-dire des unités indépendantes) et favorise donc l'adaptation du système économique capitaliste.



** Les gros intérêts régionaux.

Ceux-ci sont également voués à être absorbés dans le cadre de la concentration / centralisation généralisée : leur résistance plus dure n'est qu'à la mesure de leur importance. C'est dans ce contexte, et seulement dans celui-là, qu'il faut considérer les conflits entre le pouvoir central et les représentants politiques régionaux (représentants, bien entendu, de "leurs" capitalistes, et non d'une soi-disant "opinion publique régionale" créée de toutes pièces par ceux-ci).

Ainsi, par exemple, les prises de position "de clocher" des directions communale et provinciale liégeoises contre l'Etat ne

6.

que le reflet d'une lutte économique plus profonde, les Fourons étant l'une des balles avec lesquelles se joue la partie (et non, évidemment, l'enjeu de celle-ci).

Dans le cadre de ce conflit régions-capital(e) s'inscrit la création d'une série d'institutions à vocation soi-disant régionale : Conseils Culturels, S.D.R., etc... Ces nouvelles institutions ont une double fonction : elles sont dans un premier temps un os à ronger jeté au passéisme régionaliste et un champ clos où peuvent s'exercer les dernières résistances verbales à l'envahissement du pouvoir central ; d'autre part, elles constitueront à l'avenir une courroie de transmission efficace pour des décisions désormais centralisées.

Un autre phénomène symptomatique de ce processus de centralisation, c'est la fusion des communes, qui doit également permettre un meilleur contrôle du pouvoir central sur les administrations régionales.

Une fois instauré ce rapport de forces favorable au pouvoir central, celui-ci peut se permettre de favoriser la création de nouvelles entreprises en province ; de toute façon, la gestion, les décisions, le capital sont centralisés.

Ici aussi, les syndicats jouent un rôle non négligeable dans ce processus, par la contribution technocratique qui est la leur aux institutions économiques et sociales centrales.

*** Certaines franges du gros capital.

Il y a certaines couches du gros capital qui ne comprennent pas leurs intérêts réels (tels qu'ils apparaissent dans les décisions de l'Etat et de son gouvernement) ou qui ne peuvent les comprendre à cause de leur situation particulière du moment sur le marché national ou international.

Le conflit patrons pétroliers - gouvernement est le meilleur exemple actuel de ce genre d'opposition : le gouvernement doit faire admettre au gros patronat que la modernisation (leur intérêt) ne se fait pas sans frais, que ces frais ne peuvent être portés entièrement à charge des "consommateurs" (les salariés) sans risquer d'entraîner des réactions trop violentes de leur part, et qu'ils - les patrons - doivent verser leur quote-part à la modernisation.

Il en va de même pour les accrochages F.I.B. - gouvernement & syndicats ; ces messieurs de la F.I.B. ne comprennent pas toujours bien qu'aujourd'hui, pour continuer à tirer profit de l'exploita-

tion de la classe ouvrière, à force de reculer des échanges matériels destinés - en principe - à l'ensemble. Dans ces escarrouches, les syndicats continuent à jouer la fonction qu'attend d'eux un capitalisme avancé.

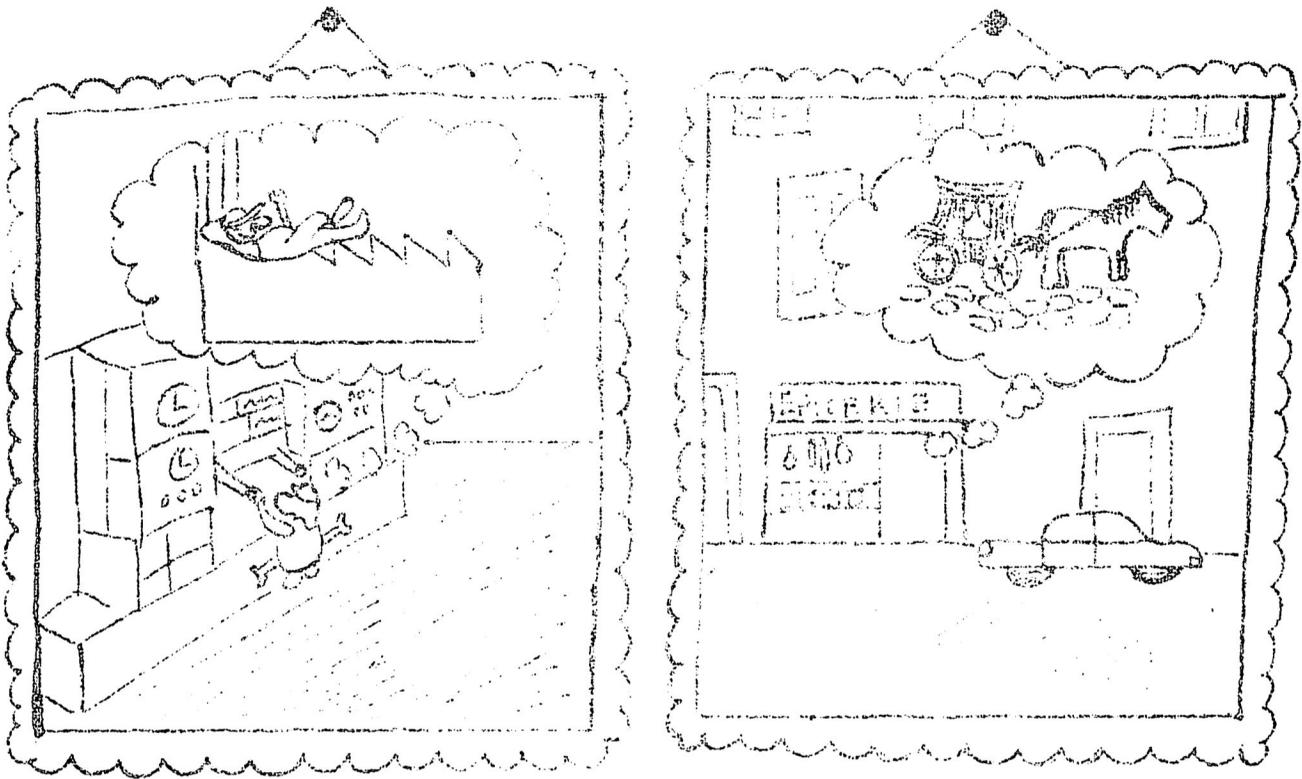
Un dernier exemple, à Paris, par le vote de ministre des Affaires Economiques, a paru nécessaire de déclarer qu'il fallait procéder à des concentrations dans la distribution de la région de Charleroi. Si cette nécessité s'annonçait évidemment aux yeux des capitalistes concernés, nous aurons appris un beau jour que ces concentrations étaient choses faites. Mais le gouvernement se soit senti forcé de montrer que cette mesure n'aurait de lui, voilà qui révèle une contradiction assez intéressante.

*** Les Indépendants, B.E., I.C.V.R., C. à M.V.R.

Sous y vient en fait de venir un peu plus haut que la concentration/centralisation du capital se manifestait tout autant dans les entreprises de distribution que dans la production (ou encore dans les services). Et d'autre part, au niveau économique, le conflit se déroule entre d'une part, le petit commerçant individuel, et, d'autre part, les grandes entreprises de distribution, rationalisées au maximum, appartenant en constituant de grands groupes et s'inscrivant dans la perspective néo-capitaliste du capitalisme (donc soutenues par l'Etat). Ces entreprises comprennent les super et hyper-marchés, ainsi que les grands magasins; ces derniers, cependant, ont souvent les défauts divergents de ceux des super-marchés et sont encore, à une certaine manière, des représentants d'un type ancien de entreprises de distribution; on en veut pour preuve les difficultés auxquelles sont confrontés Sarna, La Bourse et d'autres. Quant aux supermarchés et chaînes de magasins de détail, peu nationaux, leur part dans l'ensemble est négligeable et ne fait que disparaître.

Les luttes que mène le petit commerçant, ainsi que les autres indépendants - nous venons plus haut qu'il y a une distinction à faire à ce sujet - par ailleurs, si elles aboutissent, ne pourraient que rétablir un mode économique antérieur et aujourd'hui désuet: la libre entreprise, la libre concurrence, le libéralisme économique, l'absence de potatoes unies liées entre elles uniquement par les lois du marché (libre).

C'est par cette visée sous-entendue dans leurs luttes que les indépendants se distinguent de la classe ouvrière: le but profond de la lutte de celle-ci n'est pas un retour en arrière, ce n'est pas le rétablissement d'un type d'exploitation péjoré, mais bien l'abolition de toute forme d'exploitation.



Mais c'est aussi du fait de cette visée rétrograde, apparentée à celles des patrons de petites entreprises (la distinction est d'ailleurs malaisée à établir entre ceux-ci et les indépendants), que les indépendants sont voués à perdre leur combat d'arrière-garde. Il est impossible que leur combat aboutisse, car le capitalisme ne fait jamais marche arrière. Pour lui, le choix ne se pose pas entre le progrès et le recul, entre la technocratie et le traditionalisme.

Les indépendants sont 700.000, soit un peu plus de 1/4 de la population ; c'est encore trop pour le capitalisme moderne. Mais qui sont-ils donc ? Gouvernement, presse, syndicats, partis politiques, tous les ont mis dans le même sac ; leurs organisations "représentatives" (Union des Classes Moyennes) et "gauchistes" (F3) n'ont aucunement démenti cette attitude.

Et pourtant, l'offensive menée par le gros capital, alias gouvernement Eyskens-Cools, est loin d'être ressentie de la même manière par tous ceux qui sont rangés dans la catégorie des "indépendants", même si le sens profond est identique.

Mettons à part les paysans, qui constituent une classe économique à part, et dont le problème est aussi vieux que le capitalisme lui-même : actuellement, leur sort se règle plutôt à l'échelle du Marché Commun, par le truchement des tarifs "communautaires". De ce qui reste, deux grandes catégories se détachent, dont les limites ne peuvent être établies avec précision.

D'une part, les "gros" : magasins spécialisés, magasins de produits de luxe, médecins, pharmaciens, etc..., dont la situation matérielle dans le système est bien assurée et pour de nombreuses

années encore. Pour eux, le renforcement du contrôle de l'Etat est bien moins ressenti dans le portefeuille que comme une atteinte à leur sacro-sainte "Liberté Individuelle" (la liberté de faire du profit sur le dos des autres).

A l'autre bout de l'échelle, les "petits", petits commerçants, petits artisans, que les nouvelles taxes, les nouveaux contrôles, le régime défavorable en matière d'O.N.S.S., acculent purement et simplement à la faillite. C'est leur niveau de vie qui est directement mis en question : pour les plus âgés ou ceux qui vivent dans des régions où le taux de chômage est élevé, la faillite signifie souvent la misère ; les plus "favorisés" ont devant eux la perspective de perdre leur "indépendance", d'aller travailler en usine (la prolétarianisation), ce qui n'est jamais bien réjouissant, même si, dans la plupart des cas, les rentrées sont plus importantes et si la durée du travail est moindre.

Le caractère rétrograde de l'opposition des indépendants, la présence de plusieurs couches dont les intérêts immédiats sont différents, c'est la porte ouverte à toutes les mystifications. La moindre de ces mystifications n'est pas la continuelle référence au "consommateur" (voir ci-dessus le contenu réel de ce mot) et l'appel à son aide durant toute la grève et les semaines qui l'ont précédée. A en croire les grévistes et leurs organisations, c'est le consommateur qui va y perdre et qui a intérêt à la survie économique des indépendants ; alors qu'en réalité ce même consommateur a depuis longtemps fait son choix entre les prix des supermarchés et ceux pratiqués par les commerçants individuels.

L'autre mystification de la grève, c'est de ne pas avoir fait voir que ceux qui en ont profité le plus, ce sont en fin de compte les supermarchés : nombreux sont les gens qui, devant faire des provisions pour trois jours, ont trouvé plus facile de faire leurs courses dans un supermarché. Quant aux "grés" indépendants décrits ci-dessus, les bénéfices non-réalisés à cause de la grève l'ont été avant ou après celle-ci, mais ils l'ont été de toute façon.

Par contre, en ce qui concerne les "petits" (surtout les détaillants en alimentation), deux jours sans ventes ont pu être le petit rien qui a précipité la faillite. Mais la véritable victime, comme toujours dans ce système, c'est...

***** La classe ouvrière (et, en général, les salariés)

De nombreux salariés ont perdu leur journée de travail à cause de cette grève ; bien qu'il soit impossible d'établir des statistiques, on peut tenir pour certain que beaucoup, parmi les vendeurs, parmi le personnel des grands magasins, parmi les ouvriers - payés

à l'heure ou à la journée - qui travaillent pour des petits patrons plombiers, menuisiers, etc..., ont vu leur revenu s'alléger de deux jours de salaire.

Voilà pour la grève. Sur le plan plus général de la modernisation du capitalisme, dont le conflit gouvernement - indépendants n'est qu'un épisode, c'est de toute façon la classe ouvrière qui fait les frais de l'opération.

Tout d'abord, la modernisation du capitalisme tend à rationaliser, donc à accroître, l'exploitation qui pèse sur la classe ouvrière. Cet accroissement de l'exploitation est la conséquence de la modernisation (dans la mesure où c'est le développement du capitalisme qui l'impose) et il en est le but (dans la mesure où la lutte de classe est l'un des principaux facteurs qui gêne ce développement).

D'autre part, et c'est là ce qui touche la classe ouvrière dans son existence quotidienne, cette modernisation ne va pas sans frais ; d'où la montagne d'augmentations (surtout les services publics et les taxes, c'est-à-dire les caisses de l'Etat) qui s'est abattue sur le pays. L'appareil d'Etat a besoin de fonds pour mener l'opération à bien, et, par un retour des choses qui n'est pas tellement paradoxal quand on y regarde à deux fois, c'est le prolétariat qui doit déboursier pour être mieux exploité.

Le tout est de voir si, dans les mois à venir, ce même prolétariat ne réagira pas à cette atteinte à son standard de vie. Le gouvernement est d'ailleurs bien conscient de ce risque, si on en juge par ses louvoisements entre le bâton de l'augmentation des prix et la carotte des avantages sociaux et autres aménagements de la vie quotidienne.

On peut aussi s'attendre à ce que les patrons, contraints momentanément de céder du terrain à la classe ouvrière, soient tentés de le regagner dans une augmentation de la productivité, au moyen, par exemple, d'un accroissement des cadences.

Enfin, qui dit rationalisations, concentrations, dit accroissement du chômage. Et comme la propension n'est pas actuellement aux nouveaux investissements, ni de la part de l'Etat, ni de la part du secteur privé, on ne risque pas de voir décroître ce taux de chômage dans l'immédiat.

N . D .

Le développement du capitalisme est extrêmement complexe, composé d'une quantité innombrable de faits, petits et grands, qui se compensent, se détruisent, se renforcent, pour finalement laisser se dessiner des tendances générales.

Les lignes qui précèdent ont précisément essayé de dégager ces tendances, sans tenir compte du fait que certains facteurs (par exemple, le gouvernement et les syndicats - voir l'affaire du Val Saint-Lambert - ou encore les deux tendances du gros capital en Belgique) peuvent avoir des attitudes totalement différentes les uns à l'égard des autres à des moments différents ou en des lieux différents. L'homogénéité, l'uniformité n'existent pas dans la vie réelle, pas même au sein de l'appareil d'Etat ou dans les appareils syndicaux, aussi monolithiques qu'ils paraissent.

Enfin, le développement d'une tendance générale est rarement continu, linéaire : elle peut se voir battue en brèche momentanément et être obligée de prendre une autre forme pour se développer. C'est ce qu'il ne faut jamais perdre de vue en simplifiant une situation pour mieux l'exposer.

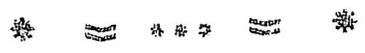


N. B. 2

Aux dernières nouvelles, les syndicats aussi se concentrent, comme le capitalisme dont ils ne sont qu'un rouage : voir le projet de loi 889 visant à renforcer les gros syndicats au détriment des syndicats indépendants (implantés dans les administrations).

N. B. 3

Les critiques, discussions, avis, compléments d'information, etc., concernant cet examen de la situation dans le pays, sont comme d'habitude bienvenus.



ERRATA

Dans le dernier numéro de LIATIONS, certains passages étaient difficilement lisibles. Les voici, en clair :

- P.1, § 4, l.7 : "mais fixer le but d'un mouvement d'émancipation radical."
- Id., § 5, l.1 : "D'autre part, ils risquent la récupération..."

- P.2, § 2, l.1 : "... c'est un spectacle affligeant"
 Id., § 3, l.2 : "... des chrétiens, des démocrates"
 Id., § 6, l.2 : "l'émancipation autonome et effective..."
 P.3, ligne 2 : "ou alors on force (et on fausse) le mouvement..."
 Id., § 3, l.2 : "sont prises par les travailleurs..."

C o r r e s p o n d a n c e

D'un caravade de la région bruxelloise : LIAISONS ET LA THEORIE

(Voir la discussion dans Liaisons n° 17.)

"J'ai été très désagréablement frappé en voyant la couverture de votre n° 17, non seulement par les paroles : "c'est lourd la théorie", mais surtout par le geste de l'ouvrier rejetant les livres. Après cela, il ne reste plus qu'à saborder LIAISONS.

"A moins de raconter des historiettes, toute description d'une grève ou d'un mouvement quelconque fait de l'analyse et est déjà de la théorie. Théorie bâtie sur de l'expérience, je veux bien ; mais sans réflexion théorique, véritable digestion, on n'avance pas, on se rend même malade et on dépérit. J'ai connu une usine (bointurerie) qui a cherché, empiriquement, durant trente ans, à stabiliser certains procédés, puis elle a engagé un jeune ingénieur-chimiste, qui a résolu les questions posées en moins de six mois. On ne peut jamais perdre de vue la science.

"D'ailleurs, les superstitions, les hallucinations et les aberrations de toutes sortes remplissent forcément le vide laissé par la science ou la théorie. Autant faire hara-kiri ou faire l'apologie de l'analphabétisme. Autant dire qu'on peut se passer d'ingénieurs pour construire un pont !

"Comparez à cela la parole du dieu chrétien : "Redevenez des petits enfants !" On reste ainsi sur la défensive, contre les grandes personnes. Et vive l'Immaculée Conception, fût-ce de la classe ouvrière.

"Pareille attitude empiriste, même pas pragmatiste, incite à ne s'occuper que du quotidien, et finalement à nommer des leaders, comparables aux prêtres des anciens temps. C'est en somme de l'opportunisme, élevé au rang de dogme. Abêtissez-vous ; vous n'avez pas besoin de théorie !

"Pas de théorie : laisser faire, laisser passer. L'ordre viendra tout seul ! J'y oppose qu'il importe de savoir comment faire, et qu'il importe de prévoir, de faire de la prospective, si l'on prétend oeuvrer pour l'avenir.

"Frédéric de Prusse disait que les soldats ne pouvaient pas penser ; et brichons-nous donc s'ils se mettaient à réfléchir ? Ils s'émanciperaient, n'est-ce pas ?

"C'est par la théorie surtout qu'on s'émancipe ; les inventions et la prospective doivent préparer un meilleur avenir il faut savoir que faire et comment réaliser afin d'aller de l'avant. Et cela doit, au préalable, être discuté par les soldats, qui doivent y réfléchir. Là où n'opère pas la raison, l'instinct animal fonctionne, sous la forme de la volonté, de l'autoritarisme, de la sexualité, de la consommation de stupéfiants, etc...

"C'est une illusion dangereuse de croire qu'on peut sans théorie comprendre ou interpréter des réalités."

PANNEKOEK, parlant de l'invention de l'imprimerie, écrivait :

"Maintenant que les idées et les thèses
 "qui incorporent notre connaissance, et
 "aussi notre manque de connaissances, se
 "trouvent devant nos yeux en mots écrits,
 "ensuite imprimés, nous pouvons en faire
 "l'étude, les comparer, les méditer et les
 "manipuler à notre guise. La pensée ne sert
 "plus seulement à répondre à la question :
 "Que dois-je faire ? mais la pensée soulève
 "d'autres questions : qu'est la vérité ?
 "etc... La connaissance devient de
 "théorie. Sans écriture, ni la linguistique
 "ni la logique, ni la théorie de la connaissance
 "n'auraient pu se développer
 "et la connaissance de la nature n'aurait
 "pu dépasser quelques règles empiriques
 "et devenir une science naturelle."

("Het ontstaan van de mens", p. 124, tr. du néerlandais.)

R é p o n s e à c e c a m a r a d e

Il y a au départ, pensons-nous, une erreur d'interprétation sur le sens du mot "théorie" tel que nous l'avons utilisé dans Liaisons 17 et tel que les camarades à qui nous répondions l'utilisaient.

Pour nous, le refus de cette théorie - là n'entraîne nullement les fléaux auxquels tu fais allusion. Par contre, une certaine théorie, dans la mesure où elle est profondément dépendante du mode de domination qui nous pèse sur le dos, dans la mesure où elle est l'apanage d'éléments sociaux, les intellectuels, qui n'existent que pour le système, dans la mesure où elle leur est un moyen d'affirmer (consciemment ou non, intentionnellement ou non, peu importe) leur supériorité sur la classe ouvrière, cette théorie est chose néfaste.

ratin dépourvu de sens, prennent en marche le train de l'internationalisme. Plutôt que de compter sur ce genre de boniment dans les prochains conflits, des groupes de travailleurs de chez Ford pourraient se rendre en Belgique et en Allemagne, aux portes des usines, pour lancer des appels directs - par-dessus la tête des dirigeants syndicaux - à leurs camarades de Genk, de Cologne et de Saarlouis. Dans le passé, ces usines se sont mises à produire activement des modèles standardisés, ce qui a sérieusement réduit l'effet des grèves au niveau international. Il serait probablement nécessaire d'imprimer des brochures expliquant la situation des travailleurs de chez Ford en Grande-Bretagne et demandant directement un soutien, dans les langues appro-

priées (Ford, en Europe continentale, emploie de nombreux travailleurs émigrés, particulièrement des Turcs, des Italiens, des Portugais, des Espagnols et des Yougoslaves). Il serait peut-être même nécessaire d'envoyer des piquets aux principales usines du groupe en Europe, des piquets qui appelleraient si nécessaire au soutien de la part de larges couches du mouvement ouvrier et de la gauche de ces pays, en vue de grossir les piquets devant les portes. Les mineurs, les dockers et les ouvriers du bâtiment ont montré la manière d'établir des piquets à l'échelle nationale. Les ouvriers de chez Ford, s'ils veulent que leur lutte ait un résultat, devront agir pour qu'elle se répande à l'étranger.

DELEGUES / OUVRIERS . COMITES / BASE

Le livre ne traite pas le problème du manque de confiance des travailleurs envers certains des comités de shop-stewards. Ceci était particulièrement aigu à Dagenham, mais c'était aussi un sérieux problème ailleurs. Deux événements le mirent en évidence. Premièrement, l'acceptation par la base de l'augmentation minable de 4 livres en janvier 1970. En second lieu, le vote écrasant pour mettre fin à la grève le 2 janvier 1971 (bien que moins de 50% des travailleurs aient été présents). Les deux événements se produisirent contre les recommandations des shop-stewards. Un autre exemple, c'est le mouvement contre les heures supplémentaires qui dura deux mois à partir de septembre

1968 et qui marqua réellement le début du mouvement des travailleurs de chez Ford, mais auquel s'opposa le comité de shop-stewards de Dagenham.

Ce manque de confiance n'est pas dû simplement à des erreurs ; ce serait trop simple. En réalité, c'est le résultat d'une politique à long terme de manipulation des ouvriers, où les faits sont dénaturés, où les assemblées générales sont manipulées, où la discussion est étouffée et où toute opposition est calomniée. C'est ce qui arrive quand ceux qui sont au sommet sont plus soucieux de garder le contrôle de la situation que de permettre au mouvement réel de se développer. Il ne suffit pas

Il importe de savoir quel est le but de l'action ! En l'occurrence, cette fiambée sociale ne recelait aucune intention révolutionnaire. Je ne méconnais pas l'élan général des grévistes de 1936, et il m'est très sympathique, mais ces grèves étaient seulement revendicatives.

Des possibilités existaient cependant. Et même en admettant l'impossibilité d'aller aussi loin que nous le voudrions, le constat du manque d'approfondissement n'en demeure pas moins flagrant. La classe laborieuse aurait pu organiser le contrôle ouvrier. Elle aurait pu constituer les embryons de diverses prises en mains. Elle aurait pu s'affirmer d'une manière plus sensible et plus tenace. Elle aurait pu au moins, à partir des revendications obtenues : représentation et reconnaissance syndicales, contrats collectifs, essayer de jouer un rôle de base plus actif. Elle n'y a pas pensé.

Oui, il importe de savoir ce que nous voulons, simples réformes (j'apprécie celles obtenues alors) ou restructuration profonde. Ceux qui désirent une restructuration radicale doivent regretter que des mouvements d'une telle ampleur ne puissent déboucher sur un approfondissement de l'action. Les grévistes n'avaient pas une telle volonté, n'y étaient pas préparés. Et certes, je ne pense pas autre chose, l'illusion du Front populaire prenait fortement le prolétariat français. Il y avait encore et toujours cette grande illusion qui consiste à négliger ses responsabilités pour s'en remettre aux dirigeants, quitte à les vilipender quelquefois, puis à recommencer la même tactique. Et c'était bien là le handicap que je regrette justement.

La classe ouvrière d'alors était forte de par son nombre, par les conditions sociales beaucoup moins favorables... Sa faiblesse provenait de l'abandon de ses responsabilités, de certaines illusions, de son manque de volonté constructive...

Les luttes "autonomes" actuelles sont cependant loin d'atteindre l'ampleur de ce mouvement de 36, et ne débouchent pas non plus sur l'approfondissement souhaité. Je voudrais signaler à mon contradicteur que nous n'avons rien de commun avec certaine idéologie qui prophétise une évolution mécanique prétendument irrévocable. L'organisation d'un réel socialisme libre ne pourrait certainement se faire qu'en éliminant le poison totalitaire, trop dangereux et trop pernicieux, du sein du mouvement ouvrier et en luttant contre ce danger.

° A propos de la situation sociale en Espagne 1936-1939 (zone républicaine), mon contradicteur présente certains passages du "Bulletin d'information de la C.N.T.-F.A.I.". Ces lignes choisies ne signifient pas exactement ce que ce contradicteur veut leur faire dire. Ainsi, lorsqu'il cite le numéro 40 du "Bulletin" à propos du respect du "petit-bourgeois et du petit propriétaire", il devrait présenter tout le texte nécessaire pour la bonne compréhension, ou expliquer, d'abord, qu'il s'agit en l'occurrence de tous petits boutiquiers et de propriétaires de quelques ares de terrain, ensuite, et c'est ici un point essentiel de l'idéologie libertaire, qu'il s'agissait d'une collectivisation non-imposée par la force, contraire-

ment à la méthode marxiste qui là où elle conquiert le pouvoir, tue, exploite, opprime, au nom d'un pseudo-socialisme (on U.R.S.S., des dizaines de milliers de paysans ont été fusillés et des quantités d'autres emprisonnés, et les autres obligés par la menace des mitrailleuses des soudards rouges). Nous avons ce respect de la liberté, n'étant pas des totalitaires.

Sur un total de 1.023.000 propriétaires, 845.000 n'obtenaient pas de leur terre la valeur d'une peseta par jour (presque le prix d'un pain). Voilà les petits propriétaires en question qui travaillaient pour autrui pour "vivre". En Aragon, plus des 3/4 des terres furent socialisées intégralement (généralement, le reste ne demeura plus tout à fait le système ancien). En Espagne 36-39 (zone républicaine), la plupart des petits propriétaires, de même que de nombreux médecins, artisans, coiffeurs... adhérèrent librement à la collectivité. Se tenant volontairement à l'écart de la communauté, les petits propriétaires non-adhérents ne pouvaient en attendre de service ; ils se trouvaient en-dehors de la collectivité et devaient se suffire à eux-mêmes.

De même, quand il cite le n°30 de cette revue, il devrait se rappeler ou savoir que les usines en question étaient des entreprises non-collectivisées intégralement ou des cas particuliers. L'industrie métallurgique et les transports, par exemple et en général, connaissaient de telles situations de limitation de la socialisation. Cette non-intégralité incombe à une partie des autorités républicaines et particulièrement aux staliniens qui sabotèrent systématiquement l'organisation et la production, utilisant tous les moyens, y compris la force armée, la destruction, le chantage, le crime... Les libertaires désiraient la socialisation intégrale (je possède, parmi d'autres, le texte d'un plan de syndicalisation intégrale signé par six syndicats d'industrie).

Le discours de mon ami Diego Abad de Santillan regrette ces limitations. En pleine offensive franquiste, l'entrée en guerre de nos syndicats contre les forces bourgeoises, les staliniens et les partis anti-fascistes douteux équivalait à saborder radicalement la résistance au fascisme.

En Catalogne étaient socialisées les entreprises d'au moins cent ouvriers ou les plus petites dans nombre de cas. Elles étaient gérées par des comités de gestion de 5 à 15 membres qui nommaient un directeur. L'Etat républicain exerçait un contrôle. Le comité de gestion, révocable par l'assemblée générale des travailleurs ou par le Comité général de la branche d'industrie, était l'instrument exécutif de cette assemblée générale des travailleurs.

Le gouvernement central et les staliniens employaient des moyens radicaux et déloyaux pour entraver le développement de la socialisation. Les reproches doivent s'adresser à eux ! Le ministre commu-

niste Comorera suspendit, par un décret du 22 août 1937, la socialisation dans les industries métallurgique et minière, au nom de la nécessité de l'heure. Les syndicalistes désiraient approfondir la socialisation. Et les libertaires étaient principalement ceux qui désiraient cet approfondissement.

Distinguons entre ce qui fut socialisation partielle et ce qui fut socialisation totale. Les collectivités agraires et un certain nombre de réalisations industrielles, plus beaucoup de services, firent partie de la deuxième catégorie. Néanmoins, les réformes de structure organisées dans la première furent déjà très importantes. Nous constatons, dans les entreprises où la syndicalisation fut gênée par les politiciens, les staliniens et les bourgeois anti-fascistes, cependant déjà un profond bouleversement.

Il importe de tenir compte de la nécessité de l'organisation et des liaisons indispensables. A cet effet, les fédérations, les coordinations, s'imposent. L'entreprise autogérée, la commune, ne peuvent vivre en autarcie. Il ne s'agit pas d'en revenir aux heurts intercorporatifs du moyen-âge, mais de réaliser l'union la plus profonde possible pour un but commun.

L'Euzkadi ne pouvait pas avoir d'entreprises socialisées un an après le déclenchement de la guerre civile (le conflit espagnol était une guerre civile avec développements sociaux révolutionnaires) puisque la République basque n'existait plus à cette date, étant occupée par les troupes fascistes.

Petite leçon d'histoire à ce propos. Le conflit débuta en juillet 36. En août, les fascistes lancent une première offensive et occupent la plus grande partie de la province autonome basque, coupant le réduit de la frontière française. Le reste est envahi, à son tour, dès mars 1937. Un épisode tristement célèbre de cette dernière campagne est le bombardement de Guernica en avril 1937. Malgré leur héroïsme, les Basques reculèrent. Bilbao assiégée résista jusqu'en juin 1937. A l'exception de cette dernière ville, l'ensemble du pays basque était donc occupé par les troupes fascistes dès avril 1937. Aux Asturies, où la résistance dura jusqu'en octobre, la socialisation débuta, vite réprimée par les fascistes vainqueurs.

Mon contradicteur devrait, par souci de vérité, puisqu'il parle de conflits sociaux, bien préciser les faits. Jamais il n'y a eu de conflits du travail dans les réelles collectivités libertaires. Ce qu'il cite, qui affecta quelques usines de Catalogne, non-collectivisées intégralement, répétons-le, a été provoqué par les agissements des marxistes. Le communiste Comorera, ministre de l'économie, incapable d'annuler dans l'industrie l'influence de la CNT (le faire totalement aurait paralysé totalement la production indispensable), privait les entreprises de matières premières, de moyens, de fonds, de ravitaillement, voulant détourner la colère des ouvriers frustrés contre le comité de gestion et nos syndicats.

(A SUIVRE)

QUI ECRIT LIAISONS ?

Les colonnes de Liaisons sont ouvertes aux groupes, comités d'action, de grève, etc... issus de la base, et qui veulent, sans être noyautés par une secte politique, exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec Liaisons, envoyer un article ou aider à en rédiger un. Nous pouvons publier des articles en n'importe quelle langue, s'ils sont accompagnés d'une traduction. Nous demandons seulement, pour que ce travail soit utile, que ce soit en flamand ou dans une langue parlée par des travailleurs émigrés, et que le camarade qui écrit l'article assure une certaine diffusion.

Les camarades qui en font la demande peuvent recevoir 10, 20... exemplaires pour la diffusion.

Tous les textes publiés dans Liaisons doivent être discutés. Nous recevrons avec plaisir toute critique, objection, observation, concernant les textes publiés.

LES INFORMATIONS : nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent leur être utiles dans la lutte quotidienne contre le patron.

COLLABORER A LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement, ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une quelconque chapelle politique. On y dit ce que l'on a à dire et c'est tout.

Pour que Liaisons soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux ; à la demande de tout camarade, nous pouvons contribuer à mettre sur pied des réunions de contact.

ADRESSE POSTALE : S. WAUTY B.P. 208 4000 LIEGE 1.

(Des camarades nous ont signalé que certaines lettres leur étaient revenues avec la mention "Inconnu" ; si cela se présente, n'hésitez pas à nous réécrire)

§§§§§§§

Abonnement pour 12 numéros : 100 francs. Tout soutien supplémentaire est le bienvenu. Le numéro : 10 francs.

§§§§§§§

Encore disponibles :

- Liaisons Nos 1, 3, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17
- Liaisons N° 8 (Historique de la Grande Grève de 60-61)
- L'organisation de la lutte de classe dans la grève du Limbourg - Janvier-Février 1970 (Brochure, 47 pages)

§§§§§§§

REVUES AMIES : Informations Correspondances Ouvrières
P. Blachier, 13bis, rue Labois-Rouillon, 75 Paris 19e.

Daad en Gedachte
Corn. Outshoornstraat 1°, Amsterdam-W, Postgiro 307695.
Solidarity 27, Sandringham Road, London N.W. 11.

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes."

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, assumant ainsi directement la responsabilité de leurs luttes. Ces organes sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, LIAISONS se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaisons entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. LIAISONS se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique ; car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, ainsi que des analyses plus générales.